

Faits saillants de la COP 15 de la CNULCD : Lundi 9 mai 2022

La quinzième réunion de la Conférence des Parties (COP 15) à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CLD) s'est ouverte lundi 9 mai à l'hôtel Sofitel d'Abidjan, en Côte d'Ivoire. La cérémonie d'ouverture de la réunion de haut niveau de deux jours de la COP 15 a eu lieu le matin. Après les allocutions des dirigeants de l'ONU, des peuples autochtones et de la jeunesse, le président de la Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, a prononcé un discours d'ouverture. L'ouverture officielle a été suivie d'un dialogue présidentiel au cours duquel les chefs d'État, de gouvernement et de délégation ont fait des déclarations. Après un segment au cours duquel des représentants nationaux de haut niveau se sont engagés à contribuer à l'Initiative d'Abidjan, les gouvernements ont adopté l'Appel d'Abidjan. L'après-midi, la Première Dame de Côte d'Ivoire a présidé le premier Caucus sur le genre. Le Forum des jeunes s'est également réuni tout au long de la journée.

Cérémonie d'ouverture

Après une cérémonie de salutation du peuple de Côte d'Ivoire, Ibrahim Thiaw, Secrétaire exécutif de la CLD, a prononcé un discours de bienvenue, louant l'hospitalité de la Côte d'Ivoire et ses réalisations sociales et politiques. Il y a souligné les risques économiques liés à la perte continue de terres fertiles et à la vulnérabilité des petits producteurs, des femmes et des jeunes à la dégradation de l'environnement, ainsi que leur rôle important dans les solutions. Affirmant que la santé de l'économie dépend de sols sains, il a souligné que l'investissement dans la restauration des terres est une nécessité écologique qui a du sens sur le plan économique.

Hindou Oumarou Ibrahim, porte-parole des peuples autochtones, a souligné qu'au cours des 30 années écoulées depuis la conception de la CLD, les températures, la désertification et la dégradation des terres en Afrique ont continué d'augmenter. Reconnaisant comment les peuples autochtones ont utilisé leurs savoirs traditionnels pour lutter contre ces effets, tout en nourrissant et en soutenant la terre et leurs communautés, elle a appelé à passer de la parole à l'action de soutien réel, affirmant que « nous ne pouvons pas faire cela seuls ».

Amina Mohammed, vice-secrétaire générale de l'ONU, a appelé à accélérer les investissements dans les solutions qui existent aujourd'hui. Evoquant l'escalade de la crise climatique, la hausse des prix des denrées alimentaires et l'impact néfaste de l'utilisation des combustibles fossiles, elle a souligné la nécessité de transformer les systèmes alimentaires, le rôle important des femmes et des filles dans la gestion durable des terres, l'importance d'initiatives telles que le Great Green Mur pour l'Afrique, et l'importance de l'autonomisation des jeunes et des peuples autochtones.

Patricia Kombo, JEUNESSE, a rappelé que les pays sont réunis à Abidjan parce qu'ils croient en l'importance de la terre car c'est là qu'ils trouveront la prospérité. Notant que « c'est maintenant le meilleur moment », puisque le monde a plus que

jamais besoin de la restauration des terres, elle a déclaré que « nous ne serons jamais pardonnés par les prochaines générations si nous ne parvenons pas à inverser la tendance actuelle ».

Abdulla Shahid, président de la 76^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, a souligné le rôle crucial de la restauration des terres dans la lutte contre le changement climatique, affirmant que les parties doivent s'appuyer sur la dynamique de la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes et les initiatives de restauration des terres dégradées pour élaborer des politiques efficaces contre la sécheresse et pour faire face à la pénurie d'eau.

Après une chanson du chanteur sénégalais Baaba Maal, Alassane Ouattara, président de la Côte d'Ivoire, a remercié la CLD et Ibrahim Thiaw pour le travail accompli, soulignant son importance pour le continent africain. Evoquant les impacts négatifs du changement climatique, de la dégradation des terres, de la sécheresse et de la désertification pour son pays, l'Afrique et le monde, il a souligné comment la guerre en Ukraine et la pandémie ont alimenté la vulnérabilité et les crises énergétiques et alimentaires. Il a rappelé la nécessité d'une action climatique décisive et de respecter les engagements en matière de financement climatique. Appelant à un « sommet de l'espoir », il a mis en exergue la nécessité d'une large mobilisation de nouveaux partenaires et de financements, affirmant que chaque dollar investi dans la restauration des terres peut générer 7 à 30 dollars en retour.

Déclarations officielles des chefs d'État, chefs de gouvernement et chefs de délégation : Les discussions au cours de cette réunion ont porté sur : les réponses politiques pour protéger la sécurité humaine des conséquences multiformes de la sécheresse et de la dégradation des terres; des partenariats avec le secteur privé pour restaurer les terres dégradées ; et la mobilisation des ressources nécessaires à une industrie de restauration des terres.

Plusieurs orateurs ont commencé par présenter leurs condoléances au pays hôte, la Côte d'Ivoire, pour le décès de son président de l'Assemblée nationale, Amadou Soumahoro.

Le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, a déploré les promesses non tenues de lutter contre la dégradation des terres et le changement climatique. Notant que chaque instant perdu signifie des conséquences mortelles pour la nourriture et le bétail, il a appelé à l'action dans une « course contre la montre ».

Le président Ismail Omar Guelleh, de Djibouti, a parlé des populations nomades et de leurs animaux décimés en raison de l'augmentation des sécheresses récurrentes, a partagé des solutions comme l'irrigation goutte à goutte et a appelé à des approches systémiques impliquant toutes les parties prenantes pour développer des technologies vertes intégrées.

Le président namibien Hage Geingob a parlé des expériences de la Namibie en matière de mise à l'échelle des systèmes d'alerte précoce, de fourniture de semences et d'engrais aux communautés vulnérables et de promotion de la restauration des terres comme voie vers la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Il a mis l'accent sur l'implication des femmes et des

jeunes, et a invité à reproduire la Grande Muraille Verte dans d'autres régions.

Le président nigérian Muhammadu Buhari a lancé un appel à 19 milliards de dollars de promesses financières et techniques pour permettre aux membres de la Grande Muraille Verte de remplir leurs engagements.

Le président ghanéen Nana Akufo-Addo a partagé des programmes visant à créer deux millions d'emplois verts, à renforcer l'accès à la terre et les droits fonciers et à améliorer les systèmes d'alerte précoce dans le cadre de l'initiative 3S : durabilité, stabilité et sécurité.

Le président libérien George Weah a appelé à la mise en place d'un mécanisme africain d'échange de carbone afin que l'Afrique puisse bénéficier de ses ressources forestières de manière équitable, à la mesure de sa contribution positive à la lutte contre le changement climatique.

Le président de la République démocratique du Congo, Felix Tshisekedi, a recherché la technologie et le financement nécessaires pour la collecte des eaux de pluie afin de permettre aux pays en situation de stress hydrique de servir d'oasis de paix plutôt que de conflit.

Le président Mohamed Ould Ghazouani, Mauritanie, a réfléchi sur les impacts de la dégradation des terres, en particulier pour les femmes et les enfants, et a encouragé les participants à « prendre le destin entre nos mains » et à mobiliser des ressources financières et à mettre en œuvre des projets multi-pays tels que la Grande Muraille Verte.

Le Président Mohamed Bazoum, Niger, a souligné l'importance de la gestion durable des terres arables, du partage des efforts pour évaluer les écosystèmes nationaux et encourager les chaînes de valeur durables et les entreprises rurales.

Emmanuel Macron, président de la France, a exprimé l'espoir d'inverser les crises mondiales, appelant à l'intégration d'une plus grande synergie des conventions de Rio dans toutes les politiques publiques et s'est félicité d'un engagement accru avec le secteur privé.

Wang Yi, ministre des Affaires étrangères de la Chine, a indiqué que son pays avait atteint la neutralité en matière de dégradation des terres (NDT) et a appelé à des efforts accrus pour renforcer la coopération internationale, soutenir le développement vert et coordonner les conventions de Rio.

L'ancien secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a déploré que les émissions mondiales de GES augmentent même si « nous savons tous que nous nous dirigeons imprudemment vers une falaise », appelant à une collaboration entre les secteurs, les générations et les gouvernements.

La Première ministre Rose Christiane Ossouka Raponda, Gabon, a partagé une déclaration du président Ali Bongo Ondimba, attirant l'attention sur le bassin du Congo en tant que « cœur et poumon » de l'Afrique, et a décrit les efforts visant à adopter des politiques visant à optimiser la gestion durable des terres et des forêts.

L'ALGERIE a décrit les efforts déployés pour intégrer la gestion durable des terres dans les politiques et a souligné la nécessité d'encourager la coopération entre les pays en développement et les pays développés.

L'ARABIE SAOUDITE a accueilli avec satisfaction le thème de la CdP15 et a exprimé son optimisme quant au fait que les terres restaurées peuvent apporter la prospérité, et a partagé les initiatives nationales visant à améliorer la biodiversité et à engager le secteur privé.

L'ANGOLA a exprimé l'espoir que les travaux de la CLD soient menés à bien de toute urgence pour des mesures adéquates visant à établir des instruments juridiquement contraignants, créés avec l'engagement de la société civile.

L'EGYPTE a parlé de la collaboration et des plans d'action complémentaires pour forger les partenariats nécessaires pour relever les défis mondiaux et engager le secteur privé.

Présentation de l'Initiative d'Abidjan et Adoption de l'Appel d'Abidjan : Le Premier Ministre Patrick Achi, de Côte d'Ivoire, a présenté l'« Initiative d'Abidjan » comme une réponse globale et intégrée pour restaurer les terres dégradées et augmenter la production agricole en Côte d'Ivoire d'ici 2050. Il

a expliqué comment le programme peut être adapté et appliqué à tous les pays confrontés à la désertification. Visant à mobiliser 1,5 milliard de dollars sur cinq ans, Achi a décrit les quatre axes de « l'Initiative d'Abidjan » pour :

- lutter contre la déforestation, restaurer les forêts dégradées et promouvoir l'agroforesterie ;
- assurer la sécurité alimentaire par une intensification durable de la production alimentaire ;
- rendre les chaînes de valeur existantes plus durables sans désertification ; et
- identifier de nouvelles chaînes de valeur résilientes au changement climatique.

La BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT a décrit les engagements existants pour soutenir la technologie agricole en Afrique, saluant « l'Initiative d'Abidjan » comme une étape importante et a annoncé des plans pour mobiliser 500 millions de dollars pour soutenir la mise en œuvre.

TEAM EUROPE, composée de l'UE et de ses États membres avec la Banque européenne d'investissement, a soutenu le programme Legacy en mobilisant 502 millions d'euros, compte tenu des efforts visant à influencer à la fois sur l'offre et la demande.

L'ALLEMAGNE y a ajouté un soutien de 50 millions d'euros, soulignant que « les sociétés avec des femmes et des filles fortes sont plus fortes et plus résilientes ».

Le MAROC s'est engagé à apporter son soutien par le biais d'actions coordonnées et de solidarité et l'ARGENTINE a qualifié le programme « d'exemple d'espoir ». La BANQUE MONDIALE s'est engagée à soutenir, reflétant les efforts visant à promouvoir des chaînes de valeur durables grâce à des investissements et à la restauration des forêts, ainsi qu'à soutenir les petits producteurs.

Le FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE (FIDA) a proposé un partenariat par l'intermédiaire de spécialistes basés au bureau régional, soulignant les efforts déployés pour lutter contre la dégradation des terres et intensifier les investissements dans le renforcement de la résilience des petits producteurs. Le PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD) a accueilli favorablement le programme et a proposé d'apporter son expertise dans l'engagement des parties prenantes et de mener un exercice de cartographie pour mieux comprendre les points d'entrée pour l'engagement et les partenariats.

Le TCHAD a souligné les conséquences désastreuses de l'exposition constante aux tempêtes de poussière provenant du bassin du Tchad, et a appelé à une assistance rapide du Fonds vert pour le climat afin de permettre au pays d'honorer ses engagements environnementaux.

GLOBAL GREEN GROWTH INSTITUTE (GGGI), s'est engagé à mobiliser 100 millions de dollars au cours des cinq prochaines années, soulignant l'engagement du GGGI à explorer la mise en place d'une plateforme carbone pour soutenir l'égalité des échanges.

Le SÉNÉGAL a décrit les programmes à grande échelle de son pays, tels que le soutien à la Grande Muraille Verte, et a déclaré que la contribution nationale de son pays soutiendra les initiatives sur le changement climatique et améliorera la productivité des sols.

Le président Ouattara a prononcé un discours de clôture, affirmant que le programme d'héritage d'Abidjan n'est pas seulement un modèle de GDT, mais vise à améliorer la production durable de produits agricoles et à créer des conditions de travail dignes, en particulier pour les femmes et les filles.

Caucus sur le Genre

Le Caucus, présidé par Dominique Ouattara, Première Dame de Côte d'Ivoire, comprenait trois segments, dont deux sont résumés ci-dessous.

Qualifiant la CdP 15 de conférence la plus importante de l'histoire de la CCD, le Secrétaire exécutif Thiaw a souligné que l'équité entre les sexes est la clé d'une fondation équilibrée. Soulignant que le développement durable ne peut être atteint si la moitié de la population et des producteurs sont laissés pour compte, il a invité les gouvernements à adhérer à la Déclaration d'Abidjan sur la réalisation de l'égalité pour une restauration

réussie sur le genre et à s'engager à améliorer la vie et les droits des femmes et des filles.

Abdulla Shahid, président de la 76e AGNU, a déploré que les femmes et les filles, bien qu'elles subissent le poids des impacts négatifs du changement climatique et de la dégradation des terres, ne soient souvent pas reconnues en tant qu'agricultrices ou acteurs de la chaîne de valeur et exclues des services de vulgarisation agricole et des droits à la terre. Il a appelé les gouvernements à suivre l'exemple et à placer l'égalité des sexes au cœur de toutes les discussions à venir.

Amina J. Mohammed, Secrétaire générale adjointe des Nations Unies, a souligné trois étapes clés vers l'équité entre les sexes : inclure les femmes dans tous les forums de prise de décision ; la conception de cadres fonciers et de développement durable sensibles au genre ; et accélérer les efforts visant à éliminer la discrimination et la violence, en particulier à l'égard des femmes rurales. Faisant référence à l'écart croissant entre les sexes en matière de sécurité alimentaire comme un signe de détérioration des conditions, elle a noté que la gestion durable des terres est un facteur clé pour l'égalité des sexes et la prospérité.

Denise Nyakéru Tshisekedi, Première Dame de la République démocratique du Congo, a souligné que les femmes représentent la moitié de la main-d'œuvre de la chaîne de valeur agricole de l'Afrique subsaharienne, mais ne détiennent que 18 % des titres fonciers. Elle a appelé toutes les parties prenantes à réfléchir et à identifier des solutions durables pour remédier à cette injustice.

Dominique Ouattara, Première Dame de Côte d'Ivoire et présidente du Caucus sur le genre, a déploré que la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse (DDTS) et le changement climatique poussent les femmes dans un cycle de pauvreté sans fin, mais a exprimé un « espoir réel » que le Genre Caucus puisse apporter des solutions pratiques. Constatant que l'autonomisation des femmes est au cœur des solutions, notamment le programme Abidjan Legacy, elle a appelé à une participation accrue des femmes à la vie économique et à l'agriculture, notamment à travers la sécurisation foncière et la création de banques sensibles au genre.

Lorena Aguilar Revelo, ancienne vice-ministre des Affaires étrangères du Costa Rica, a présenté une étude sur les impacts différenciés de la DDTS sur les femmes qui, entre autres, a analysé des problèmes structurels tels que l'accès inéquitable à la terre. Elle a appelé au démantèlement des structures de pouvoir qui permettent la discrimination sexuelle, la violence et les difficultés économiques, et a souligné la nécessité des droits fonciers des femmes. Elle a appelé à un changement narratif pour reconnaître les femmes et les filles en tant que leaders et agents du changement.

Après un spectacle artistique, Gabrielle Lipton, du Forum mondial des paysages, a modéré un dialogue ministériel qui a présenté les progrès régionaux vers l'équité entre les genres.

Le ministre de l'Environnement, des Forêts et du Changement climatique du Bangladesh, Shahab Uddin, a souligné le leadership du Premier ministre Sheikh Hasina dans l'ancrage de l'égalité des chances pour les femmes dans tous les aspects de la vie de la constitution du Bangladesh. Il a rappelé le Plan d'action pour l'égalité des sexes adopté à la COP 13 et le principe fondamental des ODD de ne laisser personne de côté.

Jochen Flassbarth, secrétaire d'État, ministère du Développement économique et de la Coopération, Allemagne, a déclaré que le défi de la dégradation des terres ne peut être résolu sans l'égalité des genres. Il a souligné le récent virage de l'Allemagne vers une approche féministe de la politique de développement. Avec l'éducation, les droits fonciers et l'accès à l'assistance technique comme exemples, il a présenté l'approche allemande « atteindre, bénéficier et autonomiser », soulignant que les femmes et les filles fortes rendent également les sociétés plus résilientes.

Malcom Stufkens, vice-ministre de l'énergie, des ressources naturelles et de l'environnement du Honduras, a souligné le solide programme en matière de genre et d'environnement de la première femme présidente du pays. Soulignant les défis communs en Amérique centrale, il a qualifié la dégradation des terres à la fois de cause et de conséquence de la pauvreté. Il a exprimé son ferme soutien à la Déclaration d'Abidjan sur la réalisation de l'égalité

des genres, expliquant la façon dont le Honduras met en œuvre des plans d'action stratégiques pour l'égalité des sexes dans tous les domaines politiques.

Makhotso Magdeline Soty, ministre des Forêts, de la Pêche et de l'Environnement, Afrique du Sud, a souligné que la DDTS n'est pas neutre en matière de genre. Elle a exigé des engagements plus forts de la part de tous pour inclure les voix des femmes dans tous les aspects du développement durable, en particulier pour remédier au manque de droits de propriété. Elle a souligné les efforts de l'Afrique du Sud axés sur la transformation économique pour améliorer la vie des femmes et des filles, notamment en fournissant des emplois verts et en renforçant la capacité des femmes rurales à entreprendre.

Vicky Ford, ministre britannique de l'Afrique, de l'Amérique latine et des Caraïbes, a appelé les parties à tenir les importantes promesses faites lors de la conférence de Glasgow sur le climat. Déplorant que les femmes soient souvent exclues de la prise de décision, déshéritées en tant qu'épouses survivantes et empêchées d'accéder à la terre et de la contrôler pour nourrir leur famille, elle a appelé à une action climatique sensible au genre pour défendre l'action des femmes et des filles et faire progresser l'égalité des sexes dans toutes les actions.

Nassénéba Touré, ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfance, Côte d'Ivoire, a salué les femmes courageuses du secteur agricole ivoirien qui sont confrontées, entre autres, à la dégradation des terres liée à la sécheresse et à l'extraction illégale d'or, et à la diminution des terres arables. Elle a souligné les programmes de lutte contre les inégalités entre les sexes et de renforcement des compétences entrepreneuriales des femmes pour renforcer la résilience face aux chocs climatiques, à la crise alimentaire et à la reprise post-Covid, afin de parvenir à un monde d'égalité d'accès à la richesse, sans discrimination.

Un troisième groupe de discussion, modéré par Maxime Houinato, ONU-Femmes, a abordé les droits, la représentation et les ressources. Des conférenciers représentant des institutions financières et des agences des Nations Unies y ont discuté de questions de politique, de capacité et de financement, d'accès à l'information et aux infrastructures pour l'eau et l'énergie en rapport avec les femmes.

Dans les couloirs

Les délégués se sont réunis après la longue pause induite par la Covid dans des rassemblements en mode présentiel avec un sentiment d'excitation et de « grands espoirs ». Ces derniers n'ont pas été anéantis nonobstant le fait qu'un intervenant ait noté que « la Covid aurait pu continuer de nous empêcher de nous rencontrer, mais les défis mondiaux n'ont pas fait de pause ». De toute évidence, les pressions croissantes du changement climatique, de la désertification et de la perte de biodiversité, en particulier en Afrique, aggravées par des promesses non tenues, placent tout dans une « course contre la montre ».

Les masques obligatoires n'ont pas retenu les étrointes emphatiques. Ils n'ont pas non plus caché certains regards perplexes alors que les participants tentaient de concilier les défis logistiques standard de l'installation et de l'établissement d'une communication efficace avec les nouvelles mesures de sécurité Covid et les protocoles de sécurité renforcés en raison de la présence de nombreux dignitaires.

À mi-chemin du Sommet, Baaba Maal a brisé les barrières linguistiques avec son intermède musical passionné, et tout comme une famille, les participants ont semblé suivre le pas.

Le président Alassane Ouattara de Côte d'Ivoire a donné le ton de ces deux semaines, appelant à la nécessaire « mobilisation collective des États et des partenaires ». Au moment où « l'Initiative d'Abidjan » a été lancée et a rencontré des promesses de soutien, et que le Forum des jeunes et le Caucus Genre ont battu leur plein, un signal fort de solidarité se faisait déjà sentir dans les couloirs de l'hôtel. Malgré une longue première journée à essayer de donner un sens aux débats en raison du manque de services de traduction dans la salle plénière et d'essayer d'éviter de marcher sur les longues bandes de tapis rouge disposées, le moral était bon alors que les délégués retroussaient leurs manches en prévision de travail à venir pour examiner 26 projets de décision.